/FE.-

REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 84-196 du 3 Mai 1984

portant exclusion temporaire d'emploi
du Camarade Antoine Dossa ATAKIN, Assis-
tant du Développement Rural.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL

- VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée ,
- VU le décret N° 82-441 du 30 Décembre 1982 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent ,
- VU l'ordonnance N° 80-6 du 11 Février 1980 édictant les dispositions en vue de la répression disciplinaire des détournements et de certaines infractions commis par les Agents de l'Etat et les Employés des collectivités locales ,
- Vu le décret N° 83-131 du 16 Avril 1983 portant nomination des membres de la commission ad hoc de répression disciplinaire chargée de connaître des faits reprochés aux Camarades Antoine Dossa ATAKIN et Bernard EMMANONHOUE ,
- VU le rapport de la commission ad hoc créée par le décret N° 83-131 du 16 Avril 1983 ,

LE Comité Permanent du Conseil Exécutif National entendu en sa séance du 11 Avril 1984,

DECI DE :

Article 1er.- Le Camarade Antoine Dossa ATAKIN, Assistant du Développement Rural, précédemment chargé d'encadrer le Groupement Révolutionnaire à Vocation Coopérative d'AKPE I dans le District Rural de TOFFO (Province de l'Atlantique) est exclu de son emploi pour malversation, pour une période de vingt (20) mois, avec rétrogradation ou abaissement de deux échelons ou retard à l'avancement correspondant.

Article 2.- Pendant la période de son exclusion, le Camarade Antoine Dossa ATAKIN pourra prétendre au paiement des allocations familiales.

.../...

Article 3.- Le Camarade Antoine Dossa ATAKIN sera mis en débet et devra rembourser au Groupement Révolutionnaire à Vocation Coopérative d'AKPE I la somme de soixante dix huit mille (78.000) francs qu'il reste lui devoir sur les cent cinq mille (105.000) francs qu'il a détournés.

Article 4.- Le Ministre du Travail et des Affaires Sociales, le Ministre du Développement Rural et de l'Action Coopérative et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui a effet à compter du 21 Septembre 1982, date de la suspension du Camarade ATAKIN de son emploi et qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à COTONOU, le 3 Mai 1984

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du
Conseil Exécutif National,

Mathieu KEREKOU.-

Le Ministre du Travail et
des Affaires Sociales,

Le Ministre du Développement
Rural et de l'Action Coopérative,

Adolphe BIAOU.-

Justin GNIDEHOU.-

Pour le Ministre des Finances absent,
le Ministre de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique, chargé
de l'intérim,

Armand MONTEIRO.-

Ampliations.- PR 8 SA/CC/PRPB 4 CP/LNR 4 CPC 6 PPC 2 MTAS-MDRAC-
MF 12 Autres Ministères 19 SGG 4 SPD 2 IGE et ses sections 4
DPE-DLC-INSAE-6 DPES au MTAS 2 DB-DCF-DSBV-DTCP-DI 10 OBSS 2
CARDER-ATLANTIQUE 2 UNB-FASJEP BN-DAN 8 BCP 1 Intéressé 1 JORPB 1.-